

aefinfo.fr

Rentrée 2026 : quelle est la répartition des postes enseignants prévue par académie ? Qu'en pensent les syndicats ?

Emmanuel Fontaine

8-10 minutes

Sur les 4 000 postes d'enseignants qui devraient être supprimés à la rentrée 2026, après adoption du budget issu du PLF par le parlement, le MEN prévoit d'en enlever 2 229 dans le 1^{er} degré public ainsi que 1 803 dans le second degré public, a appris AEF info à la suite d'un CSAMEN consacré aux moyens d'enseignement, lundi 26 janvier 2026. Un "coup de massue" pour plusieurs organisations syndicales, qui dénoncent une "sinistre politique comptable", et notamment envers certaines académies qui se voient appliquer un "rééquilibrage" des moyens "sans jamais tenir compte du contexte local".



Lors d'un CSAMEN organisé le 26 janvier, le MEN a présenté les moyens d'enseignement pour la rentrée 2026, comprenant quelque 4000 suppressions de postes. Shutterstock - PeopleImages

Après avoir été repoussée de plusieurs semaines par le MEN, comme l'an dernier en raison du contexte budgétaire ([lire sur AEF info](#)), la répartition des moyens par académie pour la rentrée 2026 a fait l'objet d'un CSAMEN qui s'est déroulé lundi 26 janvier 2026.

Au regard de la version proposée dès le mois d'octobre ([lire sur AEF info](#)) par le gouvernement et défendu par Édouard Geffray depuis son accession à la rue de Grenelle ([lire sur AEF info](#)), le document présenté aux organisations syndicales n'apporte pas de surprise : quelque 4 000 postes d'enseignants seront bien supprimés. Une subtilité apparaît cependant, ce décompte ne concerne

que l'enseignement public, là où il comportait le privé sous contrat dans la version précédente.

Cette suppression de postes s'opère au regard du contexte démographique, contexte qui a d'ailleurs valu à l'actuel ministre de l'Éducation nationale de lancer un plan pour "repenser l'offre scolaire" dans les territoires le 16 janvier dernier ([lire sur AEF info](#)), avec :

- 107 601 élèves de moins prévus à l'école primaire en 2026, contre 96 022 élèves en 2025,
- 29 101 élèves de moins prévus dans le second degré en 2026, contre 10 056 en 2025.

Dans un communiqué de presse diffusé à la suite de la réunion de travail, le MEN précise que cette répartition est construite "à titre prévisionnel", sur la base de l'actuel PLF en cours de discussion. Faisant valoir "l'amélioration continue du taux d'encadrement dans le premier degré", l'objectif est pour le MEN "de garantir la bonne préparation de la rentrée scolaire 2026 pour les élèves et leurs familles et de ne pas retarder les opérations de gestion des carrières des enseignants (mouvements inter et intra-académiques et calendrier des affectations)".

2 229 postes en moins dans le 1er degré

Si en 2025, la diminution chez les professeurs des écoles avait été de 470 postes, en septembre 2026 ce sont 2 229 postes qui seront supprimés dans le 1er degré public, pour un total de 329 932 professeurs des écoles.

Seules les académies de Mayotte (+80 postes) et de la Martinique (+17 postes) gagnent des postes, tandis que Lille (-265), Versailles (-170) et Nancy-Metz (-160) en perdent le plus.

Voici le détail des moyens d'enseignement au 1er septembre 2025 dans le premier degré public, et leur évolution prévue pour 2026, en nombre de postes :

Académie	Moyens d'enseignements 2025	Variation des moyens d'enseignements 25/26
Aix-Marseille	15 108	-50
Amiens	10 309	-95
Besançon	5 769	-62
Bordeaux	15 009	-115
Clermont-Ferrand	5 821	-55
Corse	1 566	-12
Créteil	28 528	-140
Dijon	7 657	-95
Grenoble	16 036	-99
Lille	20 762	-265
Limoges	3 192	-25
Lyon	16 206	-139
Montpellier	13 607	-89
Nancy-Metz	11 201	-160

Nantes	13 677	-151
Nice	10 046	-10
Orléans-Tours	12 440	-99
Paris	7 080	-90
Poitiers	7 761	-110
Reims	6 778	-106
Rennes	10 686	-97
Normandie	15 875	-153
Strasbourg	9 194	-60
Toulouse	13 658	-110
Versailles	32 757	-170
Guadeloupe	2 725	-17
Guyane	3 427	+41
La Réunion	7 023	-25
Martinique	2 345	-17
Mayotte	4 169	+80
Com	1 748	
Réserve		+266
Total	332 160	-2 229

La rentrée prochaine s'annonce "catastrophique", réagit Aurélie Gagnier, secrétaire générale du Snuipp-FSU contactée par AEF info. "Nous avons dénoncé le retrait de postes depuis la présentation du PLF. De voir le chiffre maintenu, c'est un coup de massue" ajoute-t-elle.

Autre critique : la volonté du MEN de "rééquilibrer les postes en fonction de l'historique des académies", c'est-à-dire celles qui auraient bénéficié de postes supplémentaires auparavant : "pour nous ces baisses ne se justifient pas. Si des académies comme Lille ont été mieux dotées, c'est qu'il y a des raisons, notamment économiques. Toutes les académies ne se valent pas".

Dernier enjeu, le maillage territorial : "L'an dernier, les 670 postes retirés avaient donné lieu à 2 400 fermetures de classes", tient-elle à rappeler. "En matière de ruralité, la Dgesc nous ramène vers les observatoires des dynamiques rurales et les PEDT, donc à la politique locale, or pour nous il faut des règles nationales". La politique d'éducation sera une des problématiques soulevées lors des élections municipales, d'autant que, souligne-t-elle, l'élaboration de la carte scolaire a été repoussée après l'échéance.

1 803 postes en moins dans le second degré

Malgré une diminution de plus de 10 000 élèves dans les collèges et lycées dans le second degré public, l'année scolaire 2025-2026 avait débuté avec 542 postes d'enseignants supplémentaires, en partie pour financer l'évolution des groupes de besoin à destination des élèves de 4e et de 3e.

Bien que cette mesure du "Choc des savoirs" soit devenue facultative pour les établissements

scolaires ([lire sur AEF info](#)), ni le plan concernant les 800 "collèges en progrès" ([lire sur AEF info](#)) ni celui autour des 21 collèges hors éducation prioritaire ([lire sur AEF info](#)) ne semblent empêcher la forte diminution de postes prévue pour la rentrée 2026, qui s'élève à 1 803 ETP.

Là encore, seules cinq académies gagnent des postes : Créteil (+135), Mayotte (+70), Versailles (+65), Lyon (+50) et Nice (+5). À l'inverse, celles qui perdent le plus sont Lille (-190), Rennes (-153), la Normandie (-150) ou encore Bordeaux (-140).

Académie	Stock d'emplois enseignants 2025	Variation des moyens 2025-2026
Aix-Marseille	17 058,5	-50
Amiens	11 939,6	-70
Besançon	6 933,8	-70
Bordeaux	18 647,3	-140
Clermont-Ferrand	7 125,5	-55
Corse	1 842,8	-14
Créteil	30 353	+135
Dijon	8 915,3	-90
Grenoble	18 412,4	-80
Lille	24 166,9	-190
Limoges	4 112	-52
Lyon	17 602,9	+50
Montpellier	16 151	-90
Nancy-Metz	13 701,3	-114
Nantes	16 204,8	-120
Nice	12 211,8	+5
Orléans-Tours	14 845,3	-116
Paris	10 887	134
Poitiers	9 642,9	-125
Reims	7 701	-66
Rennes	13 832,8	-153
Normandie	18 714,3	-150
Strasbourg	11 481,8	-25
Toulouse	16 913	-103
Versailles	35 393,1	+65

Guadeloupe	3 485,5	-84
Guyane	3 429	-15
La Réunion	8 433,5	-65
Martinique	2 740	-65
Mayotte	3 669,5	+70
Com	4 035,5	0
En attente de répartition		108
Total	390 583,1	-1 803

Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa, vitupère contre "une baisse démographique qui ne doit pas forcément être mécanique". Surtout que ce schéma d'emplois, explique-t-elle, "n'est pas tombé du ciel" mais prolonge simplement "la politique éducative menée depuis 2017".

De quoi déplorer "une présentation archaïque" de la part du MEN, seulement basée sur le rapport nombre de professeurs/nombre d'élèves : "cela ne va pas avec le dialogue à mener, car nous ne regardons pas la même chose. Les documents devraient prendre en compte les besoins des élèves, qui ne s'arrêtent pas aux professeurs en classe".

Au final, elle considère que "tout le monde est perdant avec un budget aussi serré", et s'agace elle aussi que certaines académies soient "très impactées" par une volonté de "lisser" les moyens, "sans jamais que ce soit mis en regard du contexte local", par exemple dans les Outre-mer.

Dans un communiqué de presse publié mardi 27 janvier 2026, la CGT Educ'action dénonce à son tour une présentation "entre flou et volonté de cacher le saupoudrage de la misère", mais qui au final "a surtout confirmé l'austérité budgétaire assumée et les chiffres avancés par le gouvernement lors des discussions au Parlement". L'organisation syndicale critique une "sinistre politique comptable" qui témoigne de "l'absence de volonté d'améliorer la situation de l'École".